

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



37020



Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/CART/143  
7 juillet 1965

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Réunion d'experts sur la création de  
centres communs de services spécialisés  
dans le domaine des levés et des cartes  
Addis-Abéba, 30 juin-10 juillet 1965

PROJET DE RAPPORT SUR LA  
REUNION

A. Participation, mandat et ouverture

1. La Réunion d'experts sur la création de centres communs de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes a eu lieu à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba, du 30 juin au 8 juillet 1965. Y ont assisté des experts venus de 10 pays membres et d'un pays membre associé de la CEEA et envoyés par les gouvernements de 9 pays extra-africains. La liste des participants fait l'objet de l'annexe III au présent rapport.
2. Le mandat de la réunion, établi par le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports de la Commission économique pour l'Afrique, était le suivant<sup>1/</sup> :
  - a) définir la nature et la portée des activités des centres communs de services spécialisés;
  - b) évaluer les moyens actuellement disponibles en Afrique et qui pourraient être utilisés pour les services spécialisés;
  - c) préparer des études préliminaires sur les emplacements, les frais d'installation et d'exploitation, l'organisation et le financement des centres proposés.

<sup>1/</sup> E/CN.14/INR.54, page 15(anglais) et page 16(français)

3. M. R.K. A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission, a prononcé le discours d'ouverture, dont le texte est reproduit à l'Annexe IV du présent rapport.

B. Bureau de la Réunion

4. La Réunion a élu le Bureau suivant :

Président :	M. R. Oluwole Coker (Nigéria)
Vice-Président :	M. Selim Benghachame (Tunisie)
Rapporteur :	M. Charly Antoun (Soudan)

C. Ordre du jour

5. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Discours d'ouverture du Secrétaire exécutif
2. Election du Bureau
3. Rapport du secrétariat sur les consultations engagées avec les gouvernements au sujet de la création en Afrique d'un centre ou de centres communs de services spécialisés dans les levés et les cartes :
  - a) besoins des pays africains en services spécialisés dans les levés et les cartes;
  - b) caractéristiques générales et activités techniques du ou des centres;
  - c) emplacement du ou des centres.
4. Examen des conditions régissant la création et le fonctionnement d'un centre :
  - a) installation, matériel, personnel technique, personnel des services généraux pour chaque service technique;
  - b) besoins financiers (bâtiments, installations, entretien et fonctionnement).
5. Examen des dispositions à prendre en ce qui concerne l'organisation, la gestion et le financement du centre.
6. Recommandations
7. Adoption du rapport de la Réunion.

D. Rapport du secrétariat sur les consultations engagées avec les gouvernements

6. M. Te Lou Tchang a présenté le rapport consacré aux consultations engagées avec les gouvernements au sujet de la création en Afrique d'un centre commun de services spécialisés dans les levés et les cartes; ce rapport (E/CN.14/CART/131 Add 1 et 2) avait été établi au moyen des renseignements fournis par les réponses de 28 pays. Plusieurs participants sont intervenus pour mettre à jour ces renseignements.

7. La Réunion a noté ce qui suit :

- a) Des services spécialisés sont indispensables aux pays africains, selon les indications figurant au Tableau I;
- b) De nombreux pays africains sont tributaires jusqu'ici d'institutions nationales ou d'entreprises commerciales mises à leur disposition par des pays extra-africains pour l'exécution des travaux relevant des domaines spécialisés;
- c) Onze critères à appliquer pour le choix de l'emplacement de centres ont été proposés, à savoir : la situation géographique, la facilité d'accès, les conditions climatiques, les possibilités de logement, les services auxiliaires, les moyens techniques, les contacts avec d'autres organisations compétentes, le personnel technique, le pays d'accueil, la proximité d'organisations internationales compétentes et l'existence de projets de développement internationaux;
- d) Les neuf pays suivants, à savoir: l'Algérie, l'Ethiopie, le Kenya, la Nigéria, la République arabe unie, le Sénégal, la Somalie, le Soudan et la Tunisie, ont offert d'accueillir le centre et sont disposés à apporter une contribution à sa création;
- e) Le centre commun ne doit pas se substituer aux services nationaux de cartographie dans le domaine des levés et des cartes mais doit compléter leurs activités pour tous travaux spécialisés qui, s'ils sont organisés au plan national, ne peuvent être effectués d'une manière rentable.

E. Nécessité de la création en Afrique d'un ou de plusieurs centres communs de services spécialisés

8. Les renseignements fournis à la Commission économique pour l'Afrique ont fait ressortir qu'un certain nombre de services techniques spécialisés étaient nécessaires. Les participants ont insisté sur la nécessité impérieuse, pour les pays africains, de pouvoir disposer de ces services et ont estimé que la création d'un ou de plusieurs centres communs s'imposait.

9. Les observateurs ont promis le soutien de leurs pays pour la création de centres communs. Une assistance a notamment été offerte par les pays suivants :

10. L'observateur de la République socialiste tchécoslovaque a déclaré qu'au besoin, son Gouvernement serait en mesure de fournir au centre commun un certain nombre de spécialistes et d'experts et de former, à titre gratuit, le personnel africain de ce centre à la cartographie et au maniement des instruments de photogrammétrie. En outre, le Gouvernement tchécoslovaque pourrait fournir des instruments de géodésie et de cartographie. De plus, le programme d'échange existant entre le Central Office for Geodesy and Cartography et le Centre de références et de documentation cartographiques de la CEA pour l'Afrique pourrait être étendu au(x) centre(s) commun(s).

11. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que son gouvernement apporterait son concours à la Commission économique pour l'Afrique pour la création d'un ou de plusieurs centres. Les cartes photographiques pouvant remplir un rôle important eu égard aux besoins urgents de la planification du développement ainsi que pour la production des cartes, le Gouvernement allemand fera porter son assistance sur la création d'un laboratoire de production d'orthophotocartes au moyen d'orthoprojecteurs et d'un appareil approprié de stéréo-restitution.

12. L'observateur de l'Inde a promis à la Commission économique pour l'Afrique la coopération entière de son gouvernement pour l'exécution de ce projet, conformément à sa politique visant à établir entre l'Inde et les pays africains une coopération scientifique, technique et économique. Le Gouvernement de l'Inde serait heureux de fournir, au besoin, des moyens de formation à la photogrammétrie, aux levés géomagnétiques et géophysiques, ainsi qu'à la géologie et à la sylviculture.

13. L'observateur des Pays-Bas a déclaré que son gouvernement était disposé à envisager la fourniture d'une assistance technique. L'importance et la nature de cette assistance seront précisés ultérieurement, lorsque le Gouvernement néerlandais sera en possession de plans d'opérations plus détaillés relatifs au centre commun. Pour le moment, il pourrait fournir, à la demande de la CEA et dans la mesure de ses moyens, les services d'experts de la planification, de la préparation et des méthodes de fonctionnement technique.

14. L'observateur des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son gouvernement soutenait chaleureusement les intérêts des pays africains et de la CEA en vue de la création de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes favorables au développement économique de l'Afrique. Le Gouvernement américain est disposé à examiner les demandes d'assistance technique bilatérale par le canal des institutions régionales ou des institutions nationales existantes assumant des fonctions de formation à l'échelon régional, en vue d'aider les pays africains à former le personnel nécessaire spécialisé dans le domaine des levés et des cartes. De temps en temps, le Gouvernement américain pourrait mettre à la disposition du centre du matériel excédentaire qui pourrait servir aux opérations de levés et de cartes. L'association internationale pour le développement est disposée à examiner les demandes de transfert de ce matériel aux institutions régionales africaines ou aux pays africains, sous certaines conditions.

15. Les participants ont demandé aux observateurs de bien vouloir faire savoir à leurs gouvernements respectifs qu'ils avaient été très sensibles à l'intérêt qu'ils manifestaient pour les problèmes de la CEA, intérêt qui s'était traduit par la possibilité pour leurs experts de contribuer aux délibérations dans des conditions particulièrement précieuses.

#### F. Comités techniques

16. Afin de faciliter l'étude des aspects techniques de la création d'un centre commun, les participants ont institué deux comités techniques: le Comité I qui avait à s'occuper des levés par avion et le Comité II, des calculs relatifs aux levés de terrain et de la reproduction des cartes. En ce qui concerne les questions d'intérêt commun, les deux comités n'ont eu à

connaître que les aspects relevant de leur compétence. La Réunion a invité les Comités à étudier les questions suivantes en tenant compte des opinions exprimées lors des délibérations d'ordre général :

- a) Nature et portée des services spécialisés;
- b) Matériel et personnel nécessaires.

17. Les deux Comités ont présenté leurs rapports respectifs à la Réunion qui les a adoptés en ne leur apportant que des corrections mineures. Ces rapports font l'objet des Annexes I et II.

18. Les participants ont décidé que, dans le domaine de l'exécution, il conviendrait de prévoir une disposition habilitant le Centre à louer des services et des matériels au cas où le volume des travaux l'exigerait.

19. Constatant que les rapports des comités techniques ne faisaient état d'aucune estimation relative au prix des matériels et instruments, en raison des différences considérables qui existent entre les prix pratiqués par les divers constructeurs pour des appareils analogues, la Réunion a invité la CEA à recueillir les renseignements complémentaires qui pourraient se révéler nécessaires pour l'établissement d'un plan détaillé.

#### G. Sources de financement

20. Les propositions suivantes relatives aux modes de financement ont été acceptées par la Réunion :

##### a) Dépenses d'équipement

- a) Contribution du pays d'accueil et des pays participants;
- b) Sources dépendant des Nations Unies;
- c) Accords d'assistance bilatérale, par l'intermédiaire de la CEA;
- d) Contributions de fondations ou autres sources.

##### b) Pour les dépenses renouvelables

- a) Paiement des services rendus;
- b) Subventions des Etats membres de la CEA intéressés;
- c) Dons d'organisations internationales, en vertu d'accords bilatéraux, et d'organismes publics et privés de coopération.

21. Les participants ont recommandé que la CEA se mette en contact avec ces organismes en vue d'obtenir une assistance pour financer la création du centre.

22. Siège des centres

Les participants ont recommandé d'examiner d'une manière plus approfondie, en vue du choix définitif, les offres faites à titre officiel par les pays suivants : Algérie, Ethiopie, Kenya, Nigéria, République arabe unie, Sénégal, Somalie, Soudan et Tunisie.

23. Les participants ont également recommandé aux pays disposés à accueillir le centre de communiquer à la CEA, avant la fin de décembre 1965, les détails complets sur la contribution qu'ils sont prêts à apporter à la création du centre.

24. Le siège du centre commun ne doit pas nécessairement être le même que celui du centre de formation de la CEA.

25. Notant les difficultés à obtenir des Etats membres de la CEA intéressés des données complètes concernant l'étude d'un centre régional de formation, les participants ont recommandé à la CEA, sur la base des renseignements qu'elle a déjà reçus, de poursuivre ses travaux en vue de la création d'un centre commun, afin qu'un rapport sur l'état d'avancement des travaux puisse être préparé avant la fin de juillet 1966.

II. Autres recommandations

26. Les participants ont en outre recommandé à la CEA de prendre les mesures suivantes :

- i) procéder à une enquête définitive en vue de compléter les rapports des comités techniques pour la mise en application des recommandations de la Réunion;
- ii) ouvrir des négociations avec les pays hôte éventuels;
- iii) entrer en contact avec les organismes internationaux, nationaux et privés intéressés en vue d'obtenir une assistance pour la création du centre;
- iv) préparer pour le centre un projet de charte à soumettre à tous les Etats membres de la CEA, puis à une assemblée composée des représentants de tous les pays participants en vue de son adoption définitive;

v) préparer un plan d'opérations en vue de l'établissement du centre.

27. Tenant compte de l'ampleur des besoins des pays africains en matière de cartographie, de l'étendue du continent africain, des difficultés de communications et de la nécessité pour le centre commun de fournir des services spécialisés équitablement, les participants ont invité la CEA à envisager la possibilité de créer plus d'un centre.

28. Considérant les besoins urgents des pays africains dans le domaine des levés et des cartes en vue du développement économique, les participants ont recommandé à la CEA de procéder dans les plus brefs délais possibles à la création d'un centre commun en vue de fournir aux pays africains les services spécialisés dont ils ont un besoin urgent.

#### I. Remerciements

29. Les participants ont chargé l'Imperial Mapping and Geography Institute de transmettre au Gouvernement éthiopien leurs vifs remerciements pour son accueil chaleureux.

30. Les participants ont remercié le Secrétaire exécutif de la CEA pour l'organisation et les arrangements parfaits grâce auxquels la Réunion a pu mener à bien ses travaux.

#### ANNEXES

- |            |  |
|------------|--|
| Annexe I   | Rapport du Comité technique I  |
| Annexe II  | Rapport du Comité technique II   |
| Annexe III | Liste des participants   |
| Annexe IV  | Discours d'ouverture de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission |
| Annexe V   | Liste des documents présentés.   |